







UN AN D'ACTION POUR PLUS D'ÉGALITÉ



































Sommaire

NOS THÉMATIQUES D'ACTION	3
RASSEMBLER	4
2022, continuer à retisser du lien Écouter	
LES TROIS JUSTICES ET LA DÉMOCRATIE	5
JUSTICE MIGRATOIRE	6
La rencontre pour faire tomber les préjugés	
JUSTICE CLIMATIQUE	8
Pour une écologie inclusive	
JUSTICE SOCIALE	11
Le droit à une vie digne	
DÉMOCRATIE CULTURELLE	14
Montée des populismes : retrouver des repères pour faire société	
DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE	15
Digitalisation : la nouvelle fracture sociale	
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION	16
Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ?	10
PUBLICATIONS	18

NOS THÉMATIQUES D'ACTION

QUESTIONS DE CONSOMMATION

Toutes les questions qui touchent, d'une part, à l'égalité d'accès aux biens et services de telle sorte que tout un chacun puisse mener une existence conforme à la dignité humaine et participer pleinement à la vie en société et d'autre part, à la protection des consommateurs. On trouvera donc ici les travaux réalisés sur l'accès à l'énergie, à une alimentation saine à portée des petits budgets. Mais aussi l'analyse critique concernant le système agro-alimentaire et la grande distribution, les pratiques de crédit et de marketing ; les recherches en matière d'alternatives de consommation.

CITOYENNETÉ, DÉMOCRATIE ET POLITIQUE

Cette thématique couvre, d'une part, tout ce qui concerne l'observation du paysage politique, aux différents échelons, du local à l'international et d'autre part, l'analyse et la promotion des dispositifs, des pratiques axées sur la participation citoyenne.

LE VIVRE ENSEMBLE

Cette thématique vise trois objectifs. Le premier concerne l'observation des rôles sociaux, en particulier leur déclinaison dans les relations familiales, et de quartier. Le deuxième objectif cible la lutte contre les pratiques discriminantes dans différents domaines et à l'égard de différents groupes de populations : étrangers, jeunes, seniors, malades... Le troisième objectif consiste en la promotion et le développement de pratiques qui, au contraire, favorisent le vivre ensemble.

EMPLOI, PROTECTION SOCIALE ET SERVICES COLLECTIFS

Cette thématique vise à la fois les politiques d'emploi et toutes celles qui en découlent, par le biais des cotisations sociales et de l'impôt : mécanismes de protection sociale et services collectifs. Dans cette approche, on rassemble l'observation des politiques d'emploi et l'évolution du monde du travail, mais aussi les politiques vis-à-vis du droit au chômage, aux soins de santé, l'avenir des pensions ; les services publics et les politiques de libéralisation et/ou privatisation de la poste, du chemin de fer, de l'énergie...

PAUVRETÉ ET EXCLUSION

Cette thématique porte, comme l'indique son nom, un regard critique sur l'observation des facteurs d'appauvrissement et d'exclusion. Mais nous avons également choisi d'inscrire dans cette thématique le travail considérable accompli au sein du mouvement touchant à un droit essentiel pour les populations, celui de vivre dans un logement décent, financièrement accessible. Un droit de plus en plus difficile à concrétiser pour un nombre croissant de personnes.

MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT, MODÈLES DE SOCIÉTÉ

Toutes les questions, analyses, expériences qui interrogent le modèle capitaliste actuel, ses acteurs, ses dirigeants, ses impasses et ses dérives inégalitaires. Cette thématique comprend aussi le chantier sur la recherche, des principes, des conditions et des critères qui peuvent aider à définir les contours d'un modèle de société plus juste, plus solidaire et plus responsable vis-à-vis des ressources de la planète.

2022, continuer à retisser du lien... Écouter

Tout au long de l'année 2022, nous avons poursuivi nos efforts pour rassembler, renouer avec la solidarité, créer des espaces où chacun se sent libre d'exprimer son ressenti et ses opinions, pour construire de nouvelles dynamiques collectives. Nous avons continué à déconstruire les discours populistes et poursuivons toujours l'objectif de redonner aux citoyens une confiance en l'action collective. Pour rencontrer nos objectifs, nous avons décidé de nous rendre dans les quartiers et de recréer des espaces pour favoriser la rencontre des citoyens autour du slogan « Du lien, des droits, un avenir ! ». Nous avons pris le temps d'écouter. Ecouter les ressentis, laisser les colères s'exprimer pour ensuite entamer le dialogue est la première étape de mise en action des individus.



Cette année marque aussi un moment important pour le mouvement puisqu'il a célébré ses 75 ans d'existence. La journée « **Du lien, des droits, un avenir!** » a constitué le point d'orgue de notre tournée dans les quartiers et a permis de porter un regard sur le chemin parcouru au cours des décennies passées, d'observer l'évolution de nos pratiques, des thématiques abordées et des combats menés. Mais aussi de faire un bilan de notre tournée et des nombreux témoignages récoltés auprès des citoyens. Un anniversaire qui a été porté par l'énergie et la bonne humeur des militants et des sympathisants qui constituent l'essence du mouvement.







LES TROIS JUSTICES ET LA DÉMOCRATIE

Afin de tenir compte de l'évolution du mouvement, nos thématiques d'action sont désormais intégrées au sein de trois luttes pour trois « justices » : la justice migratoire, la justice climatique et la justice sociale. Par ailleurs, l'enjeu de la démocratie dans ses multiples dimensions est une ligne de force qui montre l'insistance que nous mettons sur la manière d'atteindre ces objectifs de transformation sociale : de façon inclusive, participative, ouverte, selon des pédagogies émancipatrices qui sont l'exact contraire de la propagande politique ou du lavage de cerveau publicitaire.

JUSTICE MIGRATOIRE

Nous entendons la justice migratoire comme le droit fondamental pour les êtres humains de migrer en vue de rencontrer les conditions d'existence pour vivre dignement. Cet enjeu, international par nature, s'incarne toutefois très concrètement dans des réalités locales qui touchent de près notre mouvement.



JUSTICE CLIMATIQUE

La justice climatique met l'accent sur l'importance de répondre aux urgences climatiques (et environnementales au sens large) de façon juste et en y intégrant la lutte contre les inégalités, tant entre pays du Nord et du Sud, qu'au sein des différents groupes sociaux des pays occidentaux. Cela signifie, pour notre mouvement ancré dans les milieux populaires, l'exigence d'impliquer tout le monde dans la recherche d'alternatives et de solutions, y compris les personnes les plus précarisées, et en interrogeant l'accessibilité de ces alternatives.



JUSTICE SOCIALE

La justice sociale est surtout – et même plutôt – le socle des deux autres. Elle irrigue l'ensemble de nos préoccupations en tant qu'acteur d'éducation permanente. Elle s'incarne de façon particulièrement tangible chez nous dans les enjeux liés au logement, qui demeurent une préoccupation importante dans notre mouvement. Et ceci, tant en milieu urbain que dans des territoires ruraux.



DÉMOCRATIE CULTURELLE

Quand nous parlons de démocratie, ce n'est pas seulement affaire d'élections ou de droits humains. Il s'agit aussi pour nous de la démocratie culturelle, c'est-à-dire la construction collective de nos réalités sociales par des savoirs critiques, par des moyens d'expression et d'action, par l'animation socio-culturelle et l'éducation permanente. Ce n'est pas l'accès à la culture, c'est la fabrication collective de celle-ci.



DÉMOCRATIE NUMÉRIQUE

La numérisation de la démocratie porte avec elle une série d'enjeux en tension les uns avec les autres : d'une part, la préoccupation d'inclusion des publics peu familiarisés au numérique à travers des objectifs d'alphabétisation numérique ; d'autre part, le souci de dénoncer les dérives de ce tout-au-numérique et les ravages des réseaux sociaux en matière de rapport à l'information, à la vérité et de relations humaines.



La rencontre pour faire tomber les préjugés

Un peu partout dans nos régionales, nous faisons en sorte que les personnes de différents horizons se rencontrent, échangent pour comprendre leurs réalités de vie et pour faire tomber les préjugés. Un travail de sensibilisation déconstruction des préjugés stéréotypes est mené de manière récurrente par de nombreux groupes locaux.



Théâtre-action Najbaroj - Verviers

Comme à *Liège*, où nous avons organisé une soirée-débat à partir du film « Nous tous » à l'occasion du festival de lutte contre le racisme. A *Namur*, la journée régionale a été l'occasion d'interroger les normes. Et notre participation au festival de théâtre-action « On n'est pas tout seul » a permis de mener un travail de **déconstruction des préjugés et stéréotypes**. A *Tournai*, c'est au sein de groupes de stagiaires en insertion socio-professionnelle (IFI) que ce travail a pu être mené. A *Tubize*, c'est avec un groupe de personnes en formation au sein des AID que nous avons pu échanger sur le sujet. A *Mouscron*, la régionale est impliquée dans le réseau « Mouscron terre d'accueil » qui développe son analyse sur l'accueil et l'intégration des étrangers par la ville, ville dans laquelle est implanté un centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

A *Nivelles*, des militants des Equipes Populaires sont impliqués au sein de la plateforme « Nivelles Commune Hospitalière », ils animent des **tables de conversation** intitulées « La Causette ». En 2022, le travail du collectif a porté notamment sur l'accès au logement des personnes réfugiées. La régionale du *Brabant wallon* est par ailleurs active au sein de la plateforme « Commune hospitalière en BW » et participe aussi à l'événement multiculturel « Les mondes de Nivelles ».



JUSTICE MIGRATOIRE

Dans la régionale du *Luxembourg*, le projet « Entre citoyens et réfugiés » a permis la rencontre entre demandeurs d'asile et citoyen·ne·s belges via une correspondance entre citoyens. L'écriture d'histoires digitales proposée par le projet *Parcours d'exil* a permis aux migrants qui le souhaitaient de mettre en avant leur parcours et leurs difficultés. Ces récits de parcours d'exil vont permettre par ailleurs de nourrir la réflexion au sein de la *Coluxam* et aider ainsi à la construction d'interpellations politiques en vue des élections de 2024. Soulignons encore la reprise des activités du *CFO* (Collectif des Femmes qui l'Ouvrent) qui vise à développer des actions qui aident à la déconstruction des préjugés selon lesquels il y aurait des « bons » et des « mauvais » migrants.

A *Verviers*, notre régionale est impliquée depuis plusieurs années dans un collectif citoyen de soutien au groupe de la Voix des Sans-Papiers. Ce collectif accompagne les personnes pour les outiller dans leurs combats, pour favoriser leur expression et la compréhension mutuelle des enjeux liés à la migration et à l'accueil.



JE VOUDRAIS QUE L'ON ME VOIT COMME UN HOMME ET PAS COMME UN REFUGIÉ Action de correspondance : Entre citoyens et réfugiés – Luxembourg

Elle a également mis en place un **atelier de peinture** qui aide à la libération de la parole à travers la création artistique et permet surtout la rencontre de personnes aux parcours multiples : personnes sans papiers, belges... Cet atelier permet de faire tomber les préjugés par la rencontre de l'autre. Tout comme la nouvelle création de **théâtre-action « Najbaroj »** (« voisin » en esperanto) sur le thème des préjugés dont nous sommes tous à la fois auteurs et victimes, création qui a pu tourner dans différents lieux publics : le centre culturel de **Verviers**, à **Malmedy** à l'occasion de la journée des réfugiés, à **Houyet** lors de la rencontre automnale du théâtre-action ou encore à **Petit Hornu** lors du festival « 400 coups de théâtre-action ». Le projet **Face B** qui propose des **balades décoloniales** dans les rues de **Verviers**, quant à lui, va un cran plus loin en démontant le mécanisme de racisme structurel qui sous-tend notre société et qui continue à justifier des discriminations. Un **podcast** a été réalisé cette année pour mettre en avant ces mécanismes, podcast qui a été présenté lors d'une soirée publique au centre culturel de **Verviers**.



Pour une écologie inclusive

Notre mouvement souhaite impliquer tout le monde dans la recherche d'alternatives et de solutions aux urgences climatiques, y compris les personnes les plus précarisées. La lutte contre les inégalités est profondément imbriquée avec celle de la justice climatique. Tenir compte aussi bien des inégalités entre pays du Nord et du Sud, qu'au sein des différents groupes sociaux des pays occidentaux, nous parait essentiel. C'est pourquoi il est nécessaire d'interroger l'accessibilité des alternatives proposées et d'interroger l'écologie sous l'angle de vue d'un public populaire.



Festival Nourrir Verviers

A *Philippeville*, le groupe *Vivre la transition* a organisé plusieurs moments de rencontres et réflexions sur l'alimentation durable et de qualité. A *Natoye*, tout un cycle d'animations et de réflexion « Où atterrir » a été mené autour de la pensée de Bruno Latour. Enfin, à *Namur* une journée entière « Habiter autrement » a permis la rencontre et la réflexion sur les nouveaux modes d'habitats.

Atelier de création d'utopies
Festival Alimenterre ! – Liège

Le groupe de *Malmedy* a organisé une conférence sur les armes nucléaires. A *Seraing*, le groupe *L'Espace 23* s'est intéressé au **réchauffement climatique** et à ses conséquences et projette d'organiser une conférence publique sur le sujet en invitant un climatologue de l'ULiège.

Le *Repair café* de *Florennes*, quant à lui, a organisé des moments de débat sur des questions comme la **publicité**, l'obsolescence programmée ou encore les **enjeux énergétiques** et climatiques. Tout comme le *Repair café*, ou

le *magasin de seconde main* de **Baudour** qui est géré entièrement par des bénévoles, des lieux qui permettent de prolonger la durée de vie des objets et de lutter contre le gaspillage mais aussi de rencontrer des familles du quartier.

A *Court-Saint-Etienne*, dans le cadre du projet *L'autre table*, c'est un arpentage du livre « L'entraide, l'autre loi de la jungle » qui a permis de réfléchir sur la solidarité comme arme face à un monde à la dérive. A *Charleroi*, c'est une

réflexion sur la **souveraineté alimentaire** qui a été menée au sein du projet *Tables d'autres*. A *Verviers*, un **freego solidaire** a été mis en place pour répondre aux besoins de plus en plus criants de la population qui se précarise. Des moments sont organisés pour que les donateurs et les bénéficiaires se rencontrent.

Les potagers collectifs et solidaires d'Anderlecht, de Dampremy (Labo denrées et moi), de Baudour (Solidarcités), de Verviers (Permacity), de Mouscron (Bouillon de cultures) viennent interroger notre rapport à la consommation, à la grande distribution et à la surproduction. Dans des cadres très urbains, récupérer de manière collective un bout de terre est précieux.



Groupe de Verlaine – Liège

JUSTICE CLIMATIQUE

Sur le terrain d'Aumale à **Anderlecht**, c'est une réflexion sur la biodiversité en ville qui se poursuit avec l'organisation d'une **bourse aux plantes**. C'est aussi tout un travail de réappropriation de l'espace public par les citoyens qui se fait petit à petit. Le groupe Aumale vit a la préoccupation d'essayer d'intégrer un maximum d'habitants du quartier dans sa dynamique, dans ses réflexions et dans ses activités.

Les différents ateliers conso et école conso (ateliers de Verlaine, d'Othée, de Chaudfontaine, groupe de Seraing, groupe Astuce nature de Dampremy, GAPS de *Mouscron*, groupe CPAS de *Mouscron*, *Conso malin* de Chastre, Parcours de liens d'Anderlecht) et les ateliers menés avec les AID de *Tubize* et de *Tintigny* sont des lieux où on réfléchit à notre consommation, à notre alimentation, à l'impact de la publicité, aux stratégies



commerciales, aux méthodes de production alimentaire, à l'impact des produits d'entretien sur l'environnement et où on explore d'autres manières de faire comme la cuisine à base de protéines végétales ou encore les recettes de produits d'entretien maison...

Festivals, cafés citoyens, midicinés pour questionner, imaginer un autre modèle

La régionale de Liège-Huy-Waremme s'investit dans les festivals Alimenterre ou Nourrir Liège, qui visent à porter sur l'espace public la question de l'alimentation saine et locale pour toutes et tous ou encore le droit à la souverai-



neté alimentaire. Elle a notamment organisé un atelier de création d'utopies, des échanges pour libérer l'imaginaire et penser collectivement des futurs possibles et souhaitables.

La régionale de Verviers s'est, quant à elle, investie dans le festival Nourrir Verviers en organisant une journée portes ouvertes du potager collectif Permacity.

La régionale du **Brabant wallon** a interrogé la **charge**

mentale liée aux petits gestes écologiques quotidiens (tri des déchets, consommer local, s'impliquer dans un GAC, repenser son alimentation...) à travers un café citoyen organisé à Court-Saint-Etienne. Toujours dans cette commune, le groupe Mobilité a poursuivi son travail d'analyse des besoins en termes de mobilité au centre-ville en organisant notamment des actions de sensibilisation lors de la semaine de la mobilité, lors de l'événement Mobifiesta et en interpellant le conseil communal.

A Molenbeek, le groupe Espace public poursuit sa réflexion sur l'aménagement de l'espace public en accordant une attention prioritaire aux personnes à mobilité réduite. Tout comme l'alliance citoyenne de Châtelineau, qui a multiplié les contacts de porte-à-porte, organisé une assemblée des habitants et une rencontre avec les services de police et le bourgmestre pour faire avancer le dossier de problème de vitesse dans les rues du quartier. Les démarches ont payé puisque les aménagements demandés par les habitants ont été votés par le conseil communal!

A Tournai, un Midiciné organisé sur le thème « Agir pour demain » a rassemblé une quarantaine de personnes dont des élèves d'une classe de rhéto. Une conférence publique sur la COP 27 et la justice climatique a également été organisée dans le cadre de l'événement « Tournai-Climat 2022 ».



JUSTICE CLIMATIQUE





A *Liège*, c'est aussi un Midiciné qui a permis de questionner l'organisation du secteur énergétique en découvrant le principe des **communautés d'énergie** à partir du documentaire « We the power ». La **mobilité** a aussi été abordée lors d'une autre séance consacrée à l'avenir de la voiture. La lutte des territoires entre la volonté de préserver des espaces verts et la biodiversité et la volonté de poursuivre des projets de construction de logements ou d'extension de zones industrielles ou commerciales est un enjeu de plus en plus prégnant.

La régionale de *Bruxelles* a organisé un débat sur l'usage du sol dans le cadre du festival Nourrir Bruxelles. Tout comme la régionale de *Liège-Huy-Waremme* qui a également participé à l'organisation de plusieurs débats sur le thème en invitant des collectifs actifs dans la défense de leur environnement face à des projets de construction ou d'industrialisation, que ce soit dans la région liégeoise mais aussi dans d'autres pays.

Même réflexion à *Comines* où l'environnement est questionné sous le prisme des pays du Sud avec la découverte du phénomène de l'accaparement des terres des paysans malgaches.

Dans la prolongation de notre réflexion « Faire soi-même est-il un acte politique ? » entamée en 2020 et constatant le succès de projets permettant de se retrouver pour créer ensemble (atelier pein-

Abiliar mortificio de vidado

Atelier protéines végétales dans notre assiette Groupe d'Othée – Liège



Atelier Faire soi-même Groupes « Couture » et « Osons en parler » – Verviers

ture, tricot...), nous avons organisé un débat de Contrastes sur le lien entre **l'art et l'éducation permanente** « L'art pour pe(a)nser le monde ». L'idée était d'interroger l'art dans son rôle de levier d'émancipation. Ce débat faisait suite à la publication d'un numéro de notre revue Contrastes intitulée « Art et Education permanente ».

Enfin, la notion d'écologie populaire est abordée tout doucement au sein de nos groupes. A *Tellin* et à *Virton*, des balades réflexives ont permis de jeter les bases de la réflexion. Dans la régionale du *Luxembourg*, c'est toute une réflexion et un travail de fond qui commence sur la sécurité sociale de l'alimentation.

L'une de nos volontés pour les mois et les années à venir est de construire ensemble une définition de l'écologie populaire, éviter une écologie imposée par des normes qui ne prennent pas en compte la réalité de vie des gens. Ce travail sera poursuivi en 2023 où nous projetons d'organiser une journée d'étude sur le sujet et de consacrer un numéro de notre revue Contrastes à ce thème.





Le droit à une vie digne

justice sociale irrigue l'ensemble de nos préoccupations qu'acteur d'éducation permanente. Elle s'incarne facon particulièrement tangible chez nous dans les enjeux liés au logement, qui demeurent une préoccupation importante dans notre mouvement. Et ceci, tant en milieu urbain que dans des territoires ruraux.



Dépôt de pétition action baisse des loyers - Groupe Action Logement - Bruxelles

A Bruxelles, le combat pour le droit au logement est devenu le cheval de bataille tant les difficultés d'accès et de maintien dans un logement digne à prix décent se compliquent avec les années, et tout particulièrement au cours de l'année 2022 où l'inflation galopante et l'indexation des loyers ont eu des conséquences catastrophiques pour les locataires. Face à ce constat, la régionale a approfondi son plaidoyer politique en mettant l'accent sur la limitation de l'indexation des loyers. Ce travail de plaidoyer est mené au sein de la plateforme logement. Cet enjeu du droit au logement est travaillé dans différents espaces. Au sein du Front anti-expulsions qui organise des permanences collectives en plein centre de Bruxelles où sont discutées les situations d'expulsion. En 2022, un énorme travail de soutien à des locataires avec et sans papiers victimes de marchands de sommeil a été mené notamment par des démarches juridiques. Ce travail sera médiatisé dans la revue Médor courant 2023, avec le Collectif Action logement Bruxelles qui veille à faire connaître la question de la baisse des loyers à travers notamment l'organisation d'assem-

tu habites, ils spéculent - Groupe Conférence gesticulée J'habite

blées ouvertes. Une pétition réclamant une baisse des loyers a par ailleurs récolté de nombreuses signatures et le collectif espère être entendu par les parlementaires courant 2023. Mais aussi au sein des Assemblées de locataires à Auderghem qui organisent des permanences « logement-énergie » à destination des locataires de logements sociaux. Et du Front « Rendre visible l'invisible » qui organise la journée mondiale du refus de la misère et qui a décidé d'interroger le concept de rénolution.

De multiples évènements sont organisés pour vulgariser les problématiques liées au logement comme la diffusion de la

conférence gesticulée « J'habite, tu habites, ils spéculent », le « Housing action day », « Désorceler la finance... et le logement » lors d'un goûter des membres...

Mais la problématique du logement est une préoccupation qui touche aussi nos autres régionales. Le DAL (Droit au

logement) Mouscron a développé toute une analyse et une cartographie des projets de bétonisation de la ville. Il est allé à la rencontre des habitants pour les sensibiliser à cette question. A Malmedy, Les colibris du logement mènent tout un travail de collecte de récits de personnes ayant été victimes des inondations dans l'objectif d'écrire une nouvelle pièce de théâtre. Le groupe Tricot citoyen quant à lui s'interroge sur les **inégalités sociales**. Il a décidé que toutes ses réalisations seraient distribuées auprès du relais social de Verviers. Le groupe a entamé un travail de réflexion sur le sans-abrisme et envisage de partir à la rencontre d'acteurs de terrain dès 2023.



JUSTICE SOCIALE

Les ateliers *Question logement* de *Philippeville* et *Viroin-val* poursuivent leurs activités et réfléchissent à la possible constitution d'une association de promotion du logement. Le groupe *BD logement* de *Viroinval* a travaillé à la réalisation d'une BD qui illustre et dénonce la discrimination dans l'accès au logement. La BD devrait être finalisée et imprimée courant 2023. A *Rochefort*, un groupe des EP a participé au festival de théâtre-action « On n'est pas tout seul » qui est organisé autour de la journée de refus de la misère du 17 octobre et qui a pour objectif de donner la parole aux personnes qui vivent au quotidien des situations de pauvreté.

Ateliar Incompat – Virginyal

Dans le *Brabant wallon*, la question de l'accès au logement se pose également mais la réflexion porte plus sur **l'habitat**

léger et sa reconnaissance. A *Ottignies*, le projet *Avec les autres* mené avec les **habitants de logements sociaux** du quartier du Buston et du quartier Chapelle-aux-Sabots vise à leur permettre d'exprimer leurs **visions du quartier**, pour proposer des améliorations et interpeller les pouvoirs politiques à ce sujet.

Bienvenue en Absurdie – Groupe de théâtre-action – Hainaut Centre

La justice sociale touche plus généralement à la question de l'égalité d'accès aux droits et inévitablement aux mécanismes de redistribution de richesse que sont la sécurité sociale et l'impôt. Plusieurs groupes, notamment à *Tubize* ou à *Molenbeek*, ont redécouvert le fonctionnement et les composantes de la sécu. L'accès aux soins de santé a été questionné par le groupe *Parcours de liens* d'*Anderlecht* où les membres ont témoigné de leurs difficultés à se faire soigner.

La justice sociale est particulièrement mise à mal lorsque des bénéficiaires d'allocations sociales, déjà fragilisés par leur situation, sont confrontés à des manquements de l'administration qui les empêchent d'avoir recours à leurs droits les plus élémentaires. Ces situations de **non-effectivité des droits** sont en augmentation. C'est ce que nous avons pu observer pendant la pandémie, tout au long des années 2020 et 2021. La régionale de **Namur** a animé un nouvel atelier *CPAS*, ne laisse pas tomber tes droits en proposant un arpentage du « Guide du recours » édité par l'aDAS. Plusieurs groupes locaux comme **Nivelles** ou **Seraing** se sont intéressés aux **difficultés de l'accès aux droits sociaux**. A **Hautrage**, les groupes de **Quaregnon** et de **Jemappes** ont organisé une soirée publique pour mettre en débat les multiples causes du non-recours aux droits. Ce thème de l'accès aux droits sociaux a été plébiscité par nos militant·e·s pour en faire un thème de campagne de sensibilisation (voir page 16):

« Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ? ».



Action Pic Nic Enerve – Groupes de locataires et de défenseurs du droit au logement – Bruxelles

JUSTICE SOCIALE

Une des conséquences du non-recours aux droits sociaux est une augmentation des inégalités et une pauvreté grandissante. Le groupe de *Rebecq* a organisé une soirée-débat « Se battre pour le droit à une vie digne », en présence notamment d'un député wallon en charge des affaires sociales. Le groupe de *Lessines*, tout comme les Midicinés de *Liège*, ont organisé un moment de débat public à partir du film « S'appauvrir » de Yves Dorme.



Animation Flambée des l'énergie – Seraing

L'énergie est un des thèmes qui est apparu comme évident pour de nombreux groupes locaux cette année tant la crise énergétique a impacté beaucoup de personnes que nous rencontrons chaque jour. Les prix ont explosé, plongeant de nombreux citoyens dans l'angoisse de ne pas pouvoir faire face. De nombreux groupes locaux ont essayé de comprendre les mécanismes qui sous-tendent le marché énergétique. La libéralisation du secteur est questionnée et critiquée. Comprendre sa facture, réfléchir aux économies possibles, penser des alternatives au modèle actuel sont des sujets discutés par exemple dans le groupe de Comines-Warneton, dans le groupe IFI de Tournai, avec les groupes Miriam et la cellule énergie de Mouscron, avec les apprenants en AID de Tintigny, au sein du groupe de Nivelles, de Seraing, du groupe Mission locale de Molenbeek, du groupe L'Entrela d'Evere, des ateliers conso de Verlaine et d'Othée mais aussi lors du goûter des membres de Bruxelles. Citons aussi le travail mené par le groupe de Quaregnon qui n'a pas hésité à interpeller différents responsables politiques. Ou encore la formation des bénévoles de l'équipe régionale du Hainaut Centre sur tous ces enjeux liés à l'énergie.

Convig

Atelier Coût dur pour ma facture

Ces questions sur l'énergie ont été portées sur l'espace public par des soirées organisées à *Philippeville, Tamines, Couvin*. La régionale de *Bruxelles* a par ailleurs participé à toute la dynamique « On ne paiera pas » dont la volonté est de visibiliser les difficultés rencontrées par les ménages, d'outiller les personnes pour qu'elles puissent gérer les relations avec leur fournisseur, connaître leurs droits et se défendre face à des

pratiques parfois douteuses et mener collectivement une **réflexion sur l'organisation du secteur et du marché libéralisé**. Une première assemblée régionale a été organisée fin d'année, rassemblant plusieurs dizaines de personnes. Un des constats faits lors des multiples moments de débat sur la question énergétique est la méconnaissance des droits de la part des citoyens mais aussi l'échec total de la libéralisation du secteur.

Le groupe *théâtre* de **Cuesmes** a poursuivi son travail d'analyse des **mécanismes d'austérité** à travers son spectacle « Bienvenue en absurdie », spectacle qui a été joué à **Hornu**, **La Hestre**, **Tournai** et **Malmedy**.

Plusieurs régionales se sont investies dans l'accueil et l'animation du musée du capitalisme qui est une exposition itinérante sur notre système économique et culturel. Cette expo aborde les thèmes de l'alimentation, la santé, la culture, la consommation ou la finance et propose un regard critique sur les origines, espoirs, limites et alternatives du capitalisme. Chaque visite-animation permet la mise en débat d'une actualité économique complexe qui structure nos vies. La régionale de *Charleroi-Thuin* a accompagné des visites du musée tandis que les bénévoles du groupe de *Malmedy* se sont formés et ont animé de nombreux groupes en visite du musée.





Montée des populismes : retrouver des repères pour faire société

Le contexte anxiogène lié à la crise sanitaire n'a fait que renforcer les propos populistes au même titre que le complotisme. Ce constat est révélateur et témoigne d'un dysfonctionnement de la société et d'une perte totale de repères pour « faire société », ce qui doit nous amener à nous questionner sur le rôle de l'éducation permanente. Nous nous retrouvons face à un public qui refuse de plus en plus la complexité du monde et la critique constructive mais qui se laisse davantage tenter/berner/enfermer dans des discours simplistes et des certitudes forcément plus confortables, surtout dans le climat incertain et anxiogène que nous connaissons pour l'instant.



encontres citoyennes – Banalisaon de l'extrême droite en France : a Belgique épargnée ? – Liège

C'est pourquoi la régionale de *Charleroi-Thuin* a travaillé la **théorie du complot** et développé un atelier **novlangue** avec le groupe *Porte Ouest* de *Marchienne*. Le groupe *Réco* de *Quaregnon* a également mené tout un travail d'analyse et de repérage de **fake news** à partir d'articles de presse. A *Nivelles*, c'est à travers un *café citoyen* intitulé « Je l'ai lu sur internet, donc c'est vrai » que les fake news ont été interrogées.

En 2022, le climat anxiogène a été renforcé par l'invasion russe en Ukraine. Les groupes ont été nombreux à essayer de comprendre les origines, les enjeux et les conséquences de cette guerre : Liège centre, Laveu, Flémalle, Wanfercée-Baulet, Jemappes, Nivelles. L'Espace 23 de Seraing a fait de la démocratie son fil rouge. Il ne cesse d'interroger l'état de nos démocraties au regard de l'actualité nationale et internationale.

La banalisation des discours d'extrême droite, la montée en puissance de nombreux partis d'extrême droite en Europe interpellent. Une rencontre citoyenne organisée à *Seraing* en présence du CRISP a permis d'analyser la situation française mais de s'interroger aussi sur le risque éventuel d'une percée de l'extrême droite en Wallonie. Le groupe de *Beaumont* s'est également attardé sur les résultats des élections en France. La percée de partis d'extrême droite est aussi une préoccupation de *l'Espace Philo et société* du *Hainaut Centre*.

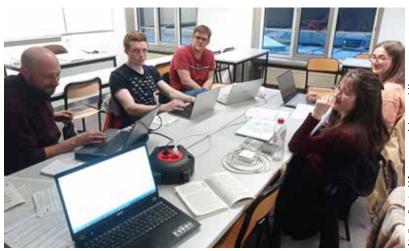
Comprendre le fonctionnement de notre démocratie et la faire vivre au quotidien est aussi une préoccupation permanente au sein de notre mouvement. A *Comines*, un groupe de *veille politique* a organisé un débat pour interroger les représentants politiques par rapport aux engagements pris dans la déclaration de politique communale.

Dans la régionale de *Charleroi-Thuin*, c'est à travers les ateliers de contes progressistes qu'a été interrogée la démocratie à partir du thème du déterminisme. Mais aussi à partir de jeux de société à dimension politique au sein du projet « Enrajeux ». La démocratie est également interrogée de manière plus large à travers un regard macro sur les droits humains dans différents pays notamment par le groupe de *Comines* qui porte un soutien aux actions d'Amnesty international. Le groupe de *Frameries* suit depuis plusieurs années l'actualité du Guatemala à partir du contact avec un mouvement des jeunes, le Mojoca.



Digitalisation : la nouvelle fracture sociale

Bien avant même que le confinement ne nous force à une appropriation accélérée des outils numériques, nous avions commencé à développer une action concernant cet enjeu incontournable, avec les nombreux ateliers d'histoires digitales initiés puis développés dans notre mouvement depuis cinq ans, ateliers qui permettent aux participants de combiner une démarche de libération de parole (se raconter) avec une appropriation d'outils numériques de base (quelques logiciels libres). En 2022, des ateliers ont été organisés avec le groupe IFI de Tournai et dans la régionale du Luxembourg.



telier d'autodéfense numérique – Liège

La critique du fonctionnement même des plateformes numériques et de l'internet prend de l'importance dans nos groupes locaux. Comment sont utilisées nos données ? Quels impôts (ne) paient (pas) les GAFA ? Peut-on fonctionner avec d'autres logiciels ? Comment diminuer les traces qu'on abandonne aux géants du numérique ? Notre régionale de Liège-Huy-Waremme continue à proposer des ateliers d'autodéfense numérique qu'elle organise entre autres à destination des étudiants de l'ULiège. La numérisation de la démocratie porte avec elle une série d'enjeux en tension les uns avec les autres : d'une part, la préoccupation d'inclusion des publics peu familiarisés au numérique à travers des objectifs d'alphabétisation numérique ; d'autre part, le souci de dénoncer les dérives de ce tout-au-numérique et les ravages des réseaux sociaux en matière de rapport à l'information, à la vérité et aux relations humaines. Cette tension n'est pas une contradiction : on ne peut adopter un regard critique sur les choses qu'en y étant immergés, qu'en les pratiquant, qu'en partageant des évolutions de société, que cela nous plaise ou non. C'est le pari que fait le groupe de Comines-Warneton en organisant des ateliers « d'inclusion numérique » à Ploegsteert, ateliers qui visent l'accessibilité des outils numériques, la compréhension du fonctionnement de ces outils mais aussi une réflexion critique par rapport aux mécanismes complexes mis en place par les GAFAM et aux enjeux capitalistes de la digitalisation massive. Citons encore le groupe de Tintigny qui s'est penché sur le fonctionnement des algorithmes et leurs conséquences sur nos vies quotidiennes. Ou encore l'Espace Philo et société du Hainaut Centre qui s'est questionné sur l'impact du développement de l'intelligence artificielle.

Enfin, il va sans dire que l'augmentation des pratiques numériques due aux confinements a encore accru la réflexivité de notre mouvement sur la fracture numérique, la circulation de l'information et les types de liens induits par les



réseaux sociaux. La question qui nous préoccupe de plus en plus est celle de l'accès à l'information et aux droits sociaux rendu de plus en plus compliqué avec la digitalisation accrue des services administratifs et autres provoquée par la pandémie. Cette digitalisation accrue provoque des situations de non-recours aux droits que nous avons interrogées lors de notre campagne de sensibilisation « Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux? ». Par ailleurs suite à la publication d'un numéro de notre revue Contrastes « Digitalisation : la nouvelle fracture sociale », nous avons organisé un débat de Contrastes sur ce thème début 2022.

Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ?

Les droits sociaux (droit au travail, au logement, à la santé, à la sécurité sociale, etc.) sont des droits humains fondamentaux. Ils sont la condition de jouissance de tous les autres droits humains. Et ces droits sociaux ne peuvent être réalisés que si les pouvoirs publics mettent en place les mécanismes pour que toutes et tous puissent y avoir accès.

Or, aux Equipes Populaires, nous avons fait le constat que de nombreuses personnes n'ont pas accès aux droits sociaux qui leur sont pourtant dus! Soit parce que les démarches sont trop compliquées, soit parce qu'elles ne savent pas qu'elles y ont droit. Cela peut concerner des allocations liées au chômage mais aussi aux pensions et toute une série d'aides comme l'allocation chauffage ou les services d'une aide-ménagère par exemple. Mais aussi l'inaccessibilité des services que l'on cherche à joindre qui s'est accentuée avec la pandémie. Le non-recours aux droits sociaux, d'une ampleur désormais pandémique, est un phénomène relativement récent. Pour nourrir cette campagne, un appel à témoignages



en ligne a été lancé en 2021 et s'est poursuivi en 2022. Nous souhaitions étayer nos différents constats par des histoires de vie réelles, collectées sur le terrain. Ces témoignages nous ont permis de construire des revendications concrètes et de relayer les problèmes pointés aux services concernés.

Des affiches percutantes et... « directs »!



Pour le visuel de notre campagne, nous avons choisi une diversité de personnes ayant enfilé des gants de boxe, prêtes au combat, car il nous semble que la métaphore de la bataille et de l'affrontement est, malheureusement, extrêmement parlante. Faire valoir ses droits sociaux, c'est un combat de tous les jours, de la sueur, des coups bas, c'est aller puiser dans ses réserves d'énergie et de dignité le courage de se (re)mettre debout et d'affronter de nombreux adversaires: l'administration compliquée, le manque d'informations, la fracture numérique, la complexification des procédures, une conditionnalité toujours plus poussée des droits ... Nos visuels ont circulé sur les réseaux sociaux et un formulaire a été diffusé via notre newsletter et sur internet. Une version papier

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

a aussi été proposée, permettant d'aller directement à la rencontre des citoyens. Un numéro spécial de notre magazine Contrastes a également été réalisé, nous y détaillons les raisons qui expliquent pourquoi un nombre sans cesse croissant d'individus sont exclus de leurs droits sociaux.

Retourner à la rencontre des gens

L'objectif de cette campagne rejoignait notre volonté d'aller à la rencontre des gens, de leur donner la parole sur leurs ressentis, leurs peurs, leurs colères



uniee Du Lien, des Dior mur - Luxembourg

et de pouvoir entendre leurs préoccupations. Aller là où les gens se trouvent est un moyen essentiel pour être connectés à leurs réalités de vie. La campagne s'est donc organisée dans l'espace public, à travers de nombreux stands présents lors d'événements divers en Wallonie et à Bruxelles (fête locale, festival, marché hebdomadaire...). Lors de notre tournée visibilité 75 ans « Du lien, des droits, un avenir ! », notre slogan « Faut-il se battre pour faire valoir ses droits ? » a pris place au sein du stand « Droits ». Afin d'attirer les passants, un animateur boxeur s'affairait autour du punching-ball, symbole des difficultés face auxquelles les personnes sont confrontées pour avoir accès à leurs droits. Nous y avons récolté leurs témoignages qui ont servi de base pour nourrir la journée organisée à l'occasion de notre 75e anniversaire.





Les Equipes Populaires ont fêté leurs 75 ans en 2022. Pour marquer le coup, un village coloré a parcouru la Wallonie et Bruxelles, accueillant les citoyens dans 3 espaces complémentaires :

DU LIEN

Impossible de faire société sans tisser des liens, alors chacun était invité à s'installer confortablement sur notre « banc-contact », pour se détendre et faire connaissance !

DES DROITS

« Faut-il se battre pour faire valoir ses droits sociaux ? Ici, on enfile ses gants de boxe pour se mettre dans la peau de ceux et celles qui doivent batailler pour leurs droits. Cet espace était consacré à la présentation de quelques luttes essentielles pour lesquelles nous sommes mobilisés : les droits humains fondamentaux, le droit au logement et à l'énergie, la régularisation des sans-papiers...

UN AVENIR!

A part madame Irma, qui connaît l'avenir ? Cet espace a permis aux visiteurs de s'immerger dans un avenir plus ou moins proche, disons 2050. À quoi ressemblera le climat alors ? Comment parviendrons-nous à mobiliser autour d'une écologie populaire, rassembleuse, à la hauteur des défis ? Quelles sont nos actions locales et quelles doivent être les mesures radicales et urgentes de nos gouvernements en la matière ?

PUBLICATIONS

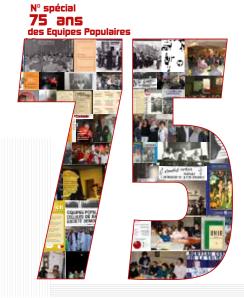












Les Equipes Populaires proposent trois collections de publications systématiques (Contrastes, Points de repères et notre bulletin de liaison La Fourmilière). D'autres publications pédagogiques et didactiques peuvent être proposées en dehors de ces trois collections (outils pédagogiques, fiches d'animations, etc.). Cela n'a pas été le cas en 2022.

REVUE CONTRASTES

Contrastes est un périodique (bimestriel) à caractère pédagogique. Il est constitué de dossiers thématiques de vulgarisation des enjeux de société, pour lesquels une action collective s'impose.

ENERGIE : LA SURCHAUFFE (Janvier- février)

- Comprendre les prix de l'énergie : mission impossible ?
- Le désarroi des consommateurs
- Sortir de l'impasse du marché
- Interview de Grégoire Wallenborn : « La transition énergétique nécessite des choix drastiques »
- Augmentation des prix de l'énergie : Quelles mesures adopter ?

ACCES AUX DROITS SOCIAUX: UN COMBAT QUOTIDIEN (Mars-avril)

- Accès aux droits sociaux : un combat à armes inégales
- De quels droits parle-t-on?
- Interview de Céline Nieuwenhuys : « Le droit à l'assistance a disparu »
- L'automatisation des droits, en voie de concrétisation ?
- Un Etat social très actif...dans la chasse à la fraude sociale

N° SPÉCIAL 75 ANS DES EQUIPES POPULAIRES (Mai-juin)

- L'essentiel, c'est le groupe
- L'institutionnalisation de l'éducation permanente
- Bref, la longue histoire des EP
- Les rencontres nationales
- Des campagnes au cœur de l'actualité
- D'un mouvement apostolique à un mouvement pluraliste



















- L'histoire des Equipes Populaires en quelques dates clés
- Publications : demandez le journal!
- Travailler moins, travailler tous, vivre mieux!
- Crédit facile : l'ère de la tentation
- L'énergie, un problème parti pour durer... et notre combat aussi!
- Le logement : un combat de longue haleine qui a fait des petits...
- Pas de justice sociale sans justice fiscale
- Une alimentation saine, durable et équitable pour tous
- Et maintenant ? Du lien, des droits, un avenir !

ART ET EDUCATION PERMANENTE (Juillet-août)

- L'art, expression multiple de notre commune humanité
- La démocratie culturelle au cœur de l'action des Centres culturels
- Interview d'Elise Jacquemin : « Le langage artistique permet de mettre plus facilement les gens à égalité »
- L'art jaillit, la parole se libère
- Innombrables réunions : Le graal de la politique et de l'éducation permanente ?

SIX REGARDS POUR L'EGALITE (Septembre-octobre)

- Regard de notre mouvement
- Regard philosophique
- Regard économique Interview d'Olivier Malay : « En économie, moins une société connaît d'écarts de revenus, plus elle sera égalitaire »
- Regard historique et anthropologique
- Regard lié au genre
- Regard sanitaire

QUAND LES TERRITOIRES SE REVIVIFIENT (Novembre-décembre)

- Dans les ceintures alimentaires, nature et culture se réajustent
- « Où atterrir ? » avec Bruno Latour
- Interview de Julien Charles : « Territoires zéro chômeur : Un emploi pour tous et pas juste pour les bisounours »
- Les GAL... au service de la transition ?
- Les ZAD, foyers de résistance exemplaires
- Des cités interculturelles

NOS ÉTUDES « LES POINTS DE REPÈRES »

« Les potagers collectifs, comment être mieux dans son assiette planétaire » (juin 2022)

La thématique de la consommation durable fait depuis longtemps partie des préoccupations des Equipes Populaires. Elle est de plus en plus au cœur de nos activités au sein des groupes locaux qui composent notre association en Wallonie et à Bruxelles. Travailler cette thématique poursuit deux objectifs : favoriser l'accès de tous à une consommation durable et de qualité, mieux cerner les enjeux liés aux excès et aux dérives de notre société de surconsommation. Les questions climatiques et environnementales s'invitent également de plus en plus dans les préoccupations et dans l'action de nos groupes. Et le lien est de plus en plus évident entre modes de consommation (et de production) et enjeux écologiques. En tant que mouvement d'éducation permanente/populaire, nous avons également dans nos missions l'émancipation individuelle et collective des personnes issues des milieux populaires (au sens large). Si ces objectifs sont bien au cœur de notre démarche, dans quelle mesure celle-ci peut-elle, outre les changements en matière de consommation individuelle, amener à construire un modèle économique et écologique soutenable et moins inégalitaire en matière d'alimentation. En d'autres mots, en quoi ces initiatives représentent-elles des « actes politiques »?



REVUE LA FOURMILIÈRE

Certaines analyses et fiches d'animation sont publiées également dans La Fourmilière : il s'agit de notre bulletin de liaison, qui est inséré dans le bimestriel Contrastes. Nous profitons de ce support privilégié pour publier occasionnellement des analyses qui mettent en valeur le travail produit dans le mouvement et qui donnent à d'autres groupes le goût de l'action.







Toutes nos analyses et fiches d'animation sont disponibles sur notre site www.equipespopulaires.be
Retrouvez toutes les activités du mouvement dans LA FOURMILIÈRE (revue disponible au secrétariat),
dans Inter'action, la proxiletter des EP (s'y inscrire sur notre site) et sur Facebook:
www.facebook.com/equipespopulaires

